

*Le budget—M. E. Epp*

Les ministériels regretteront d'avoir, après chaque élection, favorisé ce genre d'injustice et fait fi d'une si grande partie du pays, comme ils l'ont fait. Certains commentateurs se demandent aujourd'hui si les ministériels essaieront vraiment de remporter des sièges dans la région métropolitaine de Toronto. S'ils ne peuvent se faire élire dans cette zone, ils ne vont certainement pas remporter des sièges dans d'autres régions du pays dont ils ont négligé les habitants. Ils ont aussi omis, dans ce budget, de reconnaître les besoins du pays, de relever le défi et d'offrir le genre de leadership que veulent les Canadiens.

En fait, huit des dix provinces ont des taux de chômage qui sont encore très près des niveaux atteints durant la récession ou la dépression provoquée par les taux d'intérêt qui a duré de 1981 à 1983. Il n'y a pas lieu d'être satisfaits.

Les ministériels n'ont pas réussi à résoudre ces problèmes ni à prendre les mesures dont certaines régions du pays ont tellement besoin. Ils se sont contentés de publier des communiqués de presse et d'annoncer avec fanfare la création d'une Agence de promotion économique du Canada atlantique qui n'est pas encore financée et d'un organisme de développement de l'Ouest qui existe surtout sur papier, ainsi qu'une initiative de promotion du Nord de l'Ontario qui en est encore à l'étape de l'élaboration des formules de demande.

Cette délégation des responsabilités à l'égard des régions, qui marque la politique du gouvernement depuis environ deux ans, mérite un examen critique et attentif. En fait, cela montre que le gouvernement a endossé une camisole de force avant même que le Congrès américain et le Parlement canadien n'aient ratifié l'accord de libre-échange. Il nous a liés de toutes les façons aux États-Unis, et en voilà le résultat.

Je crois pouvoir l'affirmer à juste titre après avoir constaté, comme beaucoup d'autres, que les attaques des Américains en vue d'asservir les industries canadiennes—que ces attaques proviennent des particuliers, des chefs d'entreprise, des hommes politiques ou du gouvernement américain—étaient souvent dirigées contre les programmes de développement ou les initiatives de développement régional axées sur ces industries. Dans l'accord de libre-échange, le gouvernement, après avoir échoué, s'est accordé cinq ou sept autres années de négociations pour aboutir à ses fins. Ce que craint le plus le gouvernement, c'est que les initiatives qu'il a prises dans les régions ne soient battues en brèche par son partenaire américain aux termes de l'accord de libre-échange.

● (1300)

Conscient de cette possibilité, il s'est donc déchargé de ses responsabilités régionales sur les différentes agences en leur confiant un certain budget dont Ottawa n'a pas l'absolu contrôle, et c'est ce qui explique que 3 milliards de dollars ont été retirés de l'enveloppe du développement régional, réduisant d'autant le montant réel dépensé sur ce chapitre. Le gouvernement espère ainsi que nos programmes échapperont à la critique américaine. Autrement dit, le gouvernement en est réduit à espérer que le libre marché envers lequel il fait acte de foi à l'occasion, et les taux d'intérêt plus bas, dont il aurait tort de s'attribuer tout le mérite, continueront de favoriser la création d'emplois qu'on observe depuis trois ans. Mais cette création d'emplois n'est pas le fait de tout le pays, loin de là. Dans le Nord de l'Ontario, où vivent mes électeurs, et dans d'autres régions, le taux de chômage demeure très élevé.

Je n'entrevois aucune solution à ce problème tant que le gouvernement poursuivra la politique qu'il a pratiquée dans le cadre des négociations sur le libre-échange avec les États-Unis. Cette politique ne fait que souligner la justesse de nos critiques, de notre opposition à cette initiative, et la nécessité de trouver un autre cadre de travail. Nous avons désespérément besoin d'une politique économique de plein emploi dans les régions du Canada, une politique qui débouchera un jour sur l'équilibre budgétaire que nous recherchons tous. Pour atteindre ce but, le gouvernement doit faire abstraction de ses préoccupations budgétaires, surtout en cessant d'alourdir les impôts d'une façon aussi déséquilibrée et en ne mettant plus l'accent sur l'accord de libre-échange comme je l'ai fait valoir tout à l'heure.

On remarquera que, dans tout le plaidoyer conservateur en faveur du libre-échange, le nombre réel d'emplois qu'on nous promet sur plus d'une demi-décennie—ou peut-être s'agit-il de plus d'une décennie—comme résultat direct de ce libre-échange est très faible. Le libre-échange contribuera à créer en tout et pour tout 120 000 emplois, ce qui est moins que la moitié de ce que la baisse des taux d'intérêt a permis aux Canadiens de réaliser chaque année depuis 1983. Si l'on se rend bien compte—même si la ministre d'État chargée de la Privatisation et des Affaires réglementaires se refuse à l'admettre publiquement—que l'on risque de faire subir des bouleversements énormes à l'économie canadienne et de perdre des milliers d'emplois dans les divers secteurs industriels et cela, dans le seul espoir que les résultats théoriques du libre-échange contribuent à créer effectivement davantage d'emplois au Canada, le chiffre net de 120 000 nouveaux emplois demeure incertain.

Compte tenu de tout cela, des bouleversements qui se produiront et des limites que le gouvernement a accepté de s'imposer à cet égard dans l'accord de libre-échange, je puis comprendre pourquoi la ministre ne veut pas admettre que le gouvernement devrait intervenir. Des milliers de Canadiens en pâtiront encore et bien davantage.

Que devrions-nous faire dans de telles circonstances? Nous devrions examiner les possibilités autant au Canada qu'à l'étranger. Chose certaine, les Canadiens tiennent au commerce. Les néo-démocrates souscrivent tout autant que quiconque aux échanges avec les États-Unis dans les divers domaines de notre activité industrielle, qu'il s'agisse de matières premières ou des merveilles de l'industrie automobile ou de la haute technologie. Il conviendrait cependant de mettre l'accent sur les possibilités que recèle le Canada et les défis qu'il présente. Nous souhaitons favoriser le plein emploi dans toutes les régions, et non pas uniquement dans le Sud de l'Ontario, et notamment dans la région que l'on appelle le *Golden Horseshoe* et surtout dans le grand Toronto.

Nous devrions essayer d'instaurer un régime fiscal juste au sein duquel le fardeau des dépenses du gouvernement fédéral et des autres gouvernements est réparti équitablement. Les riches devraient assumer une proportion bien plus grande du fardeau qu'à l'heure actuelle. Pour des raisons d'équité, il faudrait songer à mieux répartir le fardeau fiscal entre les particuliers et les sociétés pour que tous ceux qui touchent des revenus—et les sociétés reçoivent souvent des revenus qu'elles ne distribuent pas—paient leur juste part, ce qui est loin d'être le